



VIVE LE PCF (MLM) !

Rédaction du Quotidien du peuple : Les fameux résultats du "nouveau système économique" pratiqué par la clique révisionniste soviétique

1967

publié dans le Renmin Ribao, le 8 novembre 1967

PROFIT AU PREMIER PLAN, LIBRE CONCURRENCE GÉNÉRALISÉE

Le « nouveau système économique » pratiqué par la clique dirigeante révisionniste soviétique n'est rien moins qu'un système économique capitaliste en même temps qu'une importante mesure qu'elle adopte pour la restauration du capitalisme sur toute la ligne dans les secteurs économiques.

L'essence de ce « nouveau système » consiste à faire progresser la production en encourageant, par diverses mesures, les entreprises à courir à la recherche du profit, en comptant sur le stimulant matériel.

Ce système confère aux entreprises de plus grands pouvoirs dans leurs activités, étend vigoureusement la pratique du rajustement clé la production suivant le cours du marché, étend les pouvoirs des responsables des entreprises en ce qui concerne le recrutement, le licenciement, les récompenses ou mesures punitives à l'égard des employés et des ouvriers. Toutes ces mesures visent à transformer les entreprises socialistes qui sont propriété d'Etat en entreprises capitalistes, à remplacer l'économie planifiée socialiste par la libre concurrence capitaliste.

Le « nouveau système » appliqué par la clique dirigeante révisionniste soviétique a déjà eu de fâcheuses conséquences pour l'économie soviétique ; non seulement le chaos règne dans la production, mais la qualité des produits baisse également, sans parler du fait que les plans de production ne peuvent être accomplis et que la spéculation et le vol sont devenus monnaie courante ; enfin tout ceci accentue la différenciation des classes.

LES ENTREPRISES RECHERCHENT UNIQUEMENT LE PROFIT, UN CHAOS GÉNÉRAL RÈGNE DANS LA PRODUCTION

En vue de réaliser toujours plus de profits, les usines ainsi que les autres entreprises règlent leur

production suivant le cours du marché, ce qui donne lieu à clés contradictions qui vont en s'aggravant entre l'approvisionnement et la vente. Par exemple, l'Administration du commerce des chaussures du Kazakhstan avait insisté pour que les services industriels de cette république fassent en sorte de produire des bottes en feutre fin, en s'engageant à leur en écouler 600.000 paires. Or, de nouveaux modèles ayant fait leur apparition entre-temps sur le marché, les services commerciaux décidèrent d'eux-mêmes de réduire de moitié la vente des modèles commandés ; et il en résulte qu'une énorme quantité de ce genre de bottes sont en train de s'abîmer dans les dépôts.

Il n'est pas rare de voir des responsables d'entreprises qui, pour maintenir le montant des bénéfices, refusent d'améliorer la qualité des produits.

A Minsk, par exemple, les responsables de l'Usine d'Etat de paliers à roulement ne veulent absolument pas entendre parler d'élever d'un degré la précision des billes de 14 mm, sans ignorer cependant qu'une telle mesure permettrait de prolonger de 20 % la durée de service de ces produits, car cela exigerait une dépense supplémentaire de 30.000 roubles par an qui réduirait d'autant le bénéfice.

En raison du chaos résultant de ce « nouveau système », bien des entreprises se voient obligées de réduire, voire même d'arrêter complètement leur production faute d'un approvisionnement suffisant en matières premières.

Dans leur course au profit, un grand nombre de dirigeants d'entreprises obligent les ouvriers à se livrer à des pratiques malhonnêtes dans la production ; ils trichent avec les processus technologiques et les matériaux, et augmentent le prix des produits par des tours de passe-passe.

Dans un atelier de confection, par exemple, il est arrivé que les responsables aient confié aux ouvriers des pièces d'étoffe longues de 40 mètres chacune à l'état humide, lesquelles firent 2 ou 3 mètres de plus une fois étirées et séchées.

Il en résulta que les vêtements confectionnés avec ces pièces de tissu rétrécirent à tel point au lavage que ce fut catastrophique pour les acheteurs.

Les engrais chimiques qui sortent de certaines usines ne sont plus que des cailloux le temps d'arriver entre les mains des utilisateurs.

Les journaux révisionnistes soviétiques se voient obligés d'avouer qu'on les trouve parfois sous forme de blocs de la grosseur du wagon même qui les transporte.

La moitié des produits de l'Usine de construction mécanique du département de Briansk sont inutilisables, et c'est exactement ce qui se passe également en république de Russie.

PRODUCTION CLANDESTINE GÉNÉRALISÉE, ACHAT ET VENTE LIBRES DES MOYENS DE PRODUCTION

Il n'est pas rare non plus de constater que des entreprises se livrent à la production clandestine, ainsi qu'à la spéculation, afin de réaliser des profits exorbitants.

Le Bureau d'étude de l'Administration des matériaux de construction de Leningrad compte à lui

seul 104 « travailleurs non titulaires », c'est-à-dire ne figurant pas sur le registre du personnel, et les profits qu'ils réalisent sont ouvertement partagés entre eux, entre les différents directeurs ainsi que d'autres responsables.

Dans une usine de confiserie d'Alma-Ata, c'est l'ingénieur en chef, le sous-directeur et des chefs d'atelier qui se sont abouchés pour obtenir notamment de grandes quantités de sucre, de beurre et de lait, en les faisant passer dans les comptes de consommation de l'usine, et pour les revendre ensuite avec la complicité de leurs compères travaillant dans le commerce.

Ils empochèrent ainsi plus d'un million de roubles. Au Tadjikistan, c'est un directeur de chantier qui, avec l'aide de ses hommes de confiance, mit à profit ses pouvoirs pour s'approprier une énorme quantité de matériaux de construction dont la vente lui rapporta plus de 10.000 roubles en un an, et cela en majorant la quantité des matériaux nécessaires et en truquant les factures.

Ailleurs, l'ingénieur en chef d'une usine clé confection s'arrangea avec le directeur pour se livrer à une production clandestine, alimentée par un stock de matières premières et de tissu dont les registres de comptabilité ne faisaient aucune mention, production qu'ils écoulaient pour leur propre compte. Ce qui leur permit d'acquérir à Odessa et à Sverdlovsk des biens s'élevant jusqu'à des centaines de milliers de roubles.

Non seulement les entreprises se livrent en grand au commerce libre, mais vendent encore comme bon leur semble leurs moyens de production, afin d'escroquer des « primes » en élevant le « taux du profit ».

La clique révisionniste soviétique déclare ouvertement que l'approvisionnement planifié des moyens de production est « périmé » et stipule que les entreprises sont habilitées à vendre et louer « les installations et outils dont elles disposent en excédent ou qu'elles n'utilisent pas. »

Nombre d'entreprises, sous prétexte de « remédier à un excédent d'installations », « liquident » ou « vendent » en quantité des installations prétendues « usées » ou « excédentaires ». Dans la seule année de 1966, l'Usine de tracteurs de Tachkent a porté au compte du « matériel usé » des installations dont la valeur s'élevait à 216.000 roubles et en a vendu pour une valeur de 127.000 roubles à titre d'« excédent ».

Des marchés libres de moyens de production furent, de plus, organisés à Gorki et Sverdlovsk, et on y vit participer des milliers de représentants de sociétés et d'entreprises de nombreuses régions d'Union soviétique.

On y trouvait des moyens de production de toutes sortes, à partir de machines-outils jusqu'à des locomotives, sans parler de grues, générateurs, d'essence, de tubes sans soudure et d'appareils de mesure.

LES RESPONSABLES FONT LA LOI, LES OUVRIERS SONT CRUELLEMENT EXPLOITÉS

Mettant à profit leurs pouvoirs, les responsables des entreprises oppriment et exploitent sans pitié les employés et les ouvriers. C'est à leur guise qu'ils licencient les ouvriers, font des retenues sur

leurs salaires, s'attribuent des « primes » plus grosses qu'ils n'ont droit, empochant ainsi le fruit du labeur du personnel.

En vue d'élever le « taux du profit », cinq usines d'automobiles de Moscou et de Leningrad ont licencié 239 ouvriers en cinq mois, soit 4 % du personnel. Depuis l'application du « nouveau système », l'Usine métallurgique « Krasnaïa Oktiabry » a « décidé de supprimer deux ateliers » et de licencier 730 ouvriers, pour réaliser davantage de profits.

Certaines entreprises embauchent plus d'ouvriers quand elles sont débordées de travail et se débarrassent d'un grand nombre d'entre eux en les mettant « en vacances » pour une durée indéterminée pendant la saison creuse.

Ce qui met un grand nombre d'ouvriers en chômage et est à l'origine du considérable va-et-vient de la main-d'œuvre.

Parallèlement au licenciement d'un grand nombre d'ouvriers, on assiste à un phénomène déjà courant dans les entreprises soviétiques : l'impitoyable exploitation des apprentis et des enfants-ouvriers.

Dans un grand nombre d'entreprises, les responsables exigent des apprentis et des enfants-ouvriers la même somme de travail que des adultes ou même davantage.

En vue d'exploiter la main-d'œuvre bon marché, l'Usine « Métallurgistes » et le sovkhose « Aurore » de Sverdlovsk embauchent des enfants-ouvriers, prolongent leur journée de travail et les font travailler comme des adultes. Ces enfants-ouvriers sont non seulement mal payés, mais courent encore à tout instant le risque d'être licenciés.

LA DIFFÉRENCE DES REVENUS S'ACCROÎT LA DIFFÉRENCIATION DES CLASSES S'ACCÉLÈRE

Avec les règlements du « nouveau système », une bonne partie des profits des entreprises va directement dans la poche d'une poignée de privilégiés de ces entreprises, tels que les responsables et les ingénieurs, ou les sert encore d'une manière ou d'une autre.

La presse soviétique révèle que la majeure partie des bénéfices laissés à la disposition des entreprises va aux primes ainsi qu'aux « institutions pour le bien-être ».

A l'Usine de dispositifs automatiques pour installations thermiques de Moscou, par exemple, 50 % des bénéfices laissés à l'entreprise servent à la récompense, 26 % aux institutions culturelles et à la construction de logements et 24 % seulement au « développement de la production ».

Certaines entreprises sont habilitées à garder 90 % des bénéfices réalisés en plus du plan.

Le « Règlement des entreprises d'Etat », mis au point par la clique révisionniste soviétique, prévoit que les entreprises peuvent disposer de la totalité des bénéfices provenant de la vente par elles-mêmes des produits qu'elles fabriquent en marge du plan.

Etant donné que les responsables d'entreprises se voient confier d'énormes pouvoirs par la clique dirigeante révisionniste soviétique, ils peuvent « établir les index et les conditions réglementant la

récompense des ouvriers », ils peuvent ainsi s'approprier une bonne part des primes en profitant de leurs pouvoirs.

Ainsi le directeur du Trust de construction de locaux industriels de Lipetsk a touché à sept reprises des primes en l'espace d'un seul mois, soit un total de plus de 1.300 roubles, autrement dit plus de deux ans de salaire d'un simple ouvrier.

Dans certaines entreprises, la part des primes des responsables s'élève à 60 % du total des récompenses.

Certains responsables touchent des primes tous les mois et à tout propos, alors qu'il est des ouvriers qui ne se voient jamais attribuer un sou de récompense.

Dans bien des entreprises, non seulement les ouvriers ne touchent pas de primes, mais voient même leurs salaires diminuer sensiblement.

Dans deux sociétés de transport routier de Leningrad, travaillant sous le régime de l'entière responsabilité de leurs profits et pertes, le salaire de la main-d'œuvre auxiliaire a diminué de 9 % alors que celui des dirigeants augmentait dans le même temps de 40 %.

Les gros salaires et les grosses primes ne sont pas les seuls avantages dont jouissent les responsables d'entreprises, car toutes les installations de bien-être de celles-ci sont en fait exclusivement réservées à la petite couche de privilégiés qui les considèrent comme leur bien propre.

Cette poignée de gens ont droit chacun à plusieurs appartements, sans parler de villas, et ils bénéficient de cures gratuites, tandis que les ouvriers sont mal logés, ont la vie difficile et se voient refuser des facilités pour l'instruction et le bien-être.

Le « nouveau système » a complètement sapé le principe de distribution socialiste « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail ».

La différence entre les revenus des responsables d'entreprises, des ingénieurs et techniciens ainsi que des personnages haut-placés dans l'administration d'une part, et ceux des ouvriers de l'autre, s'accroît toujours davantage.

Une petite poignée de privilégiés deviennent toujours plus riches, et les ouvriers de plus en plus pauvres.